DÉCLARATION DE M. LE JUGE GÓMEZ ROBLEDO

1. J'ai voté en faveur de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires parce que je reconnais l'importance des assurances fournies par l'Équateur au Mexique. Ces assurances, exprimées sous la forme d'actes unilatéraux, engagent l'Équateur et sont juridiquement contraignantes, comme cela a été rappelé au paragraphe 33 de l'ordonnance. La Cour a d'ailleurs relevé, dans le même paragraphe, que lesdites assurances ont été « énoncées de manière inconditionnelle » et qu'il y a lieu de présumer que l'Équateur « s'y conformera de bonne foi ».

2. À partir de ce constat, il me semble essentiel de dire que l'Équateur doit tout mettre en œuvre afin de permettre au Mexique de mener à bien les démarches qui s'imposent afin de procéder à la fermeture de son ambassade à Quito, dans le plein respect de l'immunité et de l'inviolabilité des locaux, des biens et des archives de la mission diplomatique, ainsi que des agents diplomatiques mexicains. En d'autres termes, il s'agit de donner aux assurances énoncées par l'Équateur leur plein effet.

3. La mise en œuvre de ces assurances nécessite la coopération de l'Équateur en tant qu'État accréditaire car celle-ci fait l'objet de démarches multiples pour lesquelles le respect des privilèges et des immunités prévus dans la convention de Vienne sur les relations diplomatiques (ci-après la « convention de Vienne ») est absolument fondamental. Se pose alors la question de la durée pendant laquelle l'État accréditaire, en l'espèce l'Équateur, est tenu par les obligations découlant de la convention de Vienne.

4. La pratique étatique démontre que les immunités prévues à l'article 22 de la convention de Vienne prennent fin à la suite de l'écoulement d'un certain délai après la rupture des relations diplomatiques (voir E. Denza (dir. publ.), « Breach of Relations and Protection of Interest », *Diplomatic Law: Commentary on the Vienna Convention on Diplomatic Relations*, Oxford University Press, 2016, 4^e éd.). L'extinction des immunités constitue la conséquence logique de la cessation des relations diplomatiques. Si les locaux ne sont plus utilisés pour y abriter la mission diplomatique, ils perdront la qualité de « locaux de la mission » et, dès lors, leur inviolabilité.

5. Or, ce délai varie selon les États. La protection des locaux de la mission, de ses biens et de ses archives, prévue à l'alinéa a) de l'article 45 de la même convention, cessera à un moment ou à un autre et, en l'absence d'un accord entre l'État accréditaire et l'État accréditant, l'État accréditaire décidera.

DECLARATION OF JUDGE GÓMEZ ROBLEDO

[*Translation*]

1. I voted in favour of the Order on the indication of provisional measures because I recognize the importance of the assurances provided by Ecuador to Mexico. These unilaterally expressed assurances are binding on Ecuador and create legal obligations, as stated in paragraph 33 of the Order. In that same paragraph, the Court further noted that the assurances were “formulated in an unconditional manner” and that Ecuador’s “good faith in complying with [them]” is to be presumed.

2. In light of the foregoing, it seems to me essential to state that Ecuador must make every effort to allow Mexico to do what is needed to close its Embassy in Quito, while fully respecting the immunity and inviolability of the premises, property and archives of the diplomatic mission and of Mexican diplomatic agents. In other words, the assurances given by Ecuador must be upheld in full.

3. Implementing these assurances calls for co-operation on the part of Ecuador as the receiving State. This involves various steps and requires absolute respect for the privileges and immunities provided for in the Vienna Convention on Diplomatic Relations (hereinafter the “Vienna Convention”). The question then arises as to how long the receiving State — in this case Ecuador — is bound by the obligations arising from the Vienna Convention.

4. State practice shows that the immunities provided for in Article 22 of the Vienna Convention cease after a certain interval following the severance of diplomatic relations (see E. Denza (ed.), “Breach of Relations and Protection of Interest”, in *Diplomatic Law: Commentary on the Vienna Convention on Diplomatic Relations*, Oxford University Press, 2016, 4th edition). The cessation of immunities is the logical consequence of terminating diplomatic relations. If premises are no longer used to house a diplomatic mission, they lose their status as “premises of the mission” and thus their inviolability.

5. However, the length of this interval varies from one State to another. The protection of the premises, property and archives of a mission, provided for in Article 45 (a) of the same Convention, will cease at some point, and, failing an agreement between the receiving State and the sending State, it is the former which decides when.

6. En effet, l'appréciation du délai à la fin duquel les locaux perdront le statut de locaux diplomatiques et les agents diplomatiques ne jouiront plus des privilèges et immunités revient *in fine* à l'Équateur.

7. Il est permis, à cet égard, de faire un raisonnement par analogie avec le paragraphe 2 de l'article 39 de la convention de Vienne pour conclure que la protection ne pourrait être assurée indéfiniment et que, en tout état de cause, elle se limiterait à « un délai raisonnable ».

8. En outre, et s'agissant du chef de la mission qui est déclaré *persona non grata* ou de tout autre membre du personnel diplomatique de la mission qui n'est pas acceptable, dans son commentaire du projet final du paragraphe 2 de l'article 8, devenu par la suite paragraphe 2 de l'article 9 de la convention de Vienne, la Commission du droit international a indiqué que

« [L]a suite normale du fait qu'une personne a été déclarée *persona non grata* après qu'elle est entrée en fonction est ... le rappel par l'État accréditant ou une déclaration de ce dernier disant que les fonctions de la personne en cause ont pris fin... Mais si l'État accréditant ne fait pas le nécessaire dans un délai raisonnable, l'État accréditaire est autorisé à agir de son propre chef. Il peut déclarer que les fonctions ont pris fin, qu'il refusera de reconnaître à la personne en cause la qualité de membre de la mission et que celle-ci ne jouira plus des privilèges diplomatiques. » (Projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques et commentaire, 1958, p. 94.)

9. En conséquence, il fallait bien que le Mexique soit assuré de la pleine coopération de l'Équateur pendant la période qui suit la rupture des relations diplomatiques entre les deux États. La Cour a reconnu cet aspect et elle y fait allusion, de manière implicite, lorsqu'elle dit que « [c]es assurances sont particulièrement importantes durant toute la période nécessaire pour que le Mexique vide les locaux de son ambassade à Quito ainsi que les demeures privées de ses agents diplomatiques » (ordonnance, par. 33). Le Mexique est donc en droit d'exiger de l'Équateur que ce dernier donne effet à ses assurances « durant toute la période nécessaire » à la réalisation des démarches correspondantes.

10. Si l'urgence au sens de l'existence d'un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits revendiqués par le Mexique n'a pas été démontrée à ce stade, la Cour a voulu, toutefois, donner toute sa place à l'importance fondamentale du respect des principes de l'inviolabilité des ambassades et des diplomates, ainsi que des privilèges et immunités qui s'y rattachent (ordonnance, par. 37).

11. Il faut aussi rappeler que la décision de la Cour de ne pas exercer, pour l'heure, son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires, conformément à l'article 41 de son Statut, laisse intact le droit du Mexique de présenter à

6. Indeed, it is ultimately for Ecuador to determine when the premises will lose their diplomatic status and the diplomatic agents will cease to enjoy any privileges or immunities.

7. In this regard, it is possible to draw an analogy with Article 39, paragraph 2, of the Vienna Convention and conclude that protection could not be ensured indefinitely and that, in any event, it would be limited to “a reasonable period”.

8. In addition, and regarding a head of mission who is declared *persona non grata*, or any other member of the diplomatic staff of a mission who is not acceptable, the International Law Commission stated in its commentary to the final draft of Article 8, paragraph 2, which subsequently became Article 9, paragraph 2, of the Vienna Convention, that

“[w]hen a person who has already taken up his duties is declared *persona non grata*, the normal consequence is . . . that the sending State recalls him or declares his functions terminated . . . But, if the sending State fails to do this within a reasonable time, the receiving State is authorized to take action of its own accord. It may declare that the functions of the person concerned are terminated, that he is no longer recognized as a member of the mission, and that he has ceased to enjoy diplomatic privileges.” (Draft Articles on Diplomatic Intercourse and Immunities with commentaries, 1958, p. 91.)

9. That being so, Mexico needed to have confidence in Ecuador’s full co-operation during the period following the severance of diplomatic relations between the two States. The Court alluded to this in acknowledging that “[t]hese assurances are especially important throughout the period necessary for Mexico to empty the premises of its Embassy in Quito as well as the private residences of its diplomatic agents” (Order, para. 33). Mexico is thus entitled to require Ecuador to give effect to its assurances “throughout the period necessary” for the corresponding process to be completed.

10. Although urgency in the sense of the existence of a real and imminent risk of irreparable prejudice to the rights claimed by Mexico was not demonstrated at this stage, the Court still wished to call attention to the fundamental importance of respecting the principle of the inviolability of embassies and diplomats and the privileges and immunities attaching to them (Order, para. 37).

11. It must also be recalled that the Court’s decision not to exercise, for now, its power under Article 41 of the Statute to indicate provisional measures leaves unaffected the right of Mexico to submit in the future

l'avenir une nouvelle demande en indication de mesures conservatoires fondée sur des faits nouveaux, en vertu du paragraphe 3 de l'article 75 du Règlement de la Cour.

(Signé) Juan Manuel GÓMEZ ROBLEDÓ.

a fresh request for the indication of provisional measures, under Article 75, paragraph 3, of the Rules of Court, based on new facts.

(Signed) Juan Manuel GÓMEZ ROBLEDO.